



Communauté métropolitaine  
de Montréal

# L'économie MÉTROPOLITAINE

Trimestriel

2<sup>e</sup> trimestre 2004

- Reprise de l'emploi
- Baisse continue du chômage
- Poussée de l'administration publique
- Remontée des services professionnels mais recul en gestion des entreprises
- Relance des biens durables
- Difficultés de l'impression et du vêtement
- Construction de logements au centre-ville
- La consommation plafonne
- Portrait : Le rattrapage économique de la RMR de Montréal (p. 6 et 7)
  - La progression du taux d'emploi se poursuivra-t-elle ?

*L'économie métropolitaine* décrit de manière concise l'évolution à court terme des principaux agrégats économiques et les faits saillants du trimestre. Dans les tableaux synthèses que le lecteur trouvera à la fin du document, le bulletin offre les statistiques économiques courantes de la région métropolitaine de Montréal et de ses cinq secteurs : Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud. *L'économie métropolitaine* est disponible sur le site Internet de la Communauté métropolitaine de Montréal à l'adresse suivante : [www.cmm.qc.ca](http://www.cmm.qc.ca).

Formée du territoire de 63 municipalités, la CMM regroupe 3,4 millions d'habitants, soit près de la moitié de la population du Québec. Elle est un organisme de planification, de coordination et de financement métropolitains.

## Reprise de l'emploi

Après une contraction de 1,1 % au premier trimestre, l'emploi remonte de 1,0 % au deuxième trimestre dans la région métropolitaine de Montréal. Cette reprise marque en partie le retour à la normale après le ralentissement dû au froid intense du début de l'année. Mais surtout, elle provient de la relance des fabricants de biens durables et de la progression du secteur public. Sous la pression aiguë de l'appréciation du dollar canadien et de la baisse de la construction non résidentielle, l'industrie manufacturière avait procédé l'an dernier à une restructuration majeure de ses opérations. Au premier trimestre 2004, les exportations ont recommencé à croître.

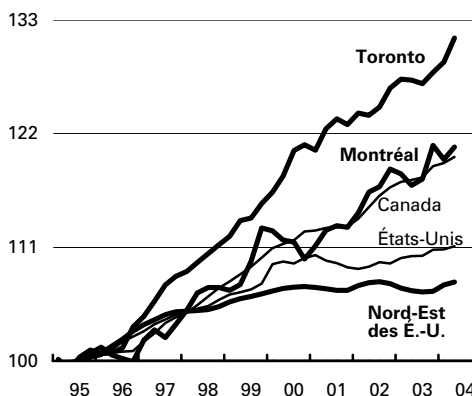
## Baisse continue du chômage

Malgré la volatilité de l'emploi, le taux de chômage recule de manière continue depuis l'automne 2003. Après avoir grimpé de 1,6 point de pourcentage pendant les trois trimestres précédents, il retombe de 2,1 points au cours des trois trimestres suivants pour atteindre 7,9 % au deuxième trimestre 2004. Cependant, le taux de chômage des femmes ne diminue pas au deuxième trimestre, à cause des difficultés de l'industrie du vêtement, où les femmes forment les deux tiers de la main-d'œuvre.

La baisse du chômage masque, par ailleurs, le retrait de plusieurs travailleurs du marché de l'emploi. À l'exception d'un bref sursaut à la fin de 2003, le taux d'activité décline depuis un an et demi. Il atteint 67,5 % au deuxième trimestre.

## Emploi

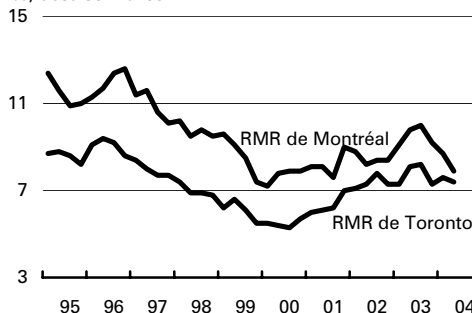
Indice, désaisonnalisé, 1995=100



Sources: Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada

## Taux de chômage

%, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

## SECTEURS ÉCONOMIQUES

### Poussée de l'administration publique

L'emploi a augmenté de près de 2 % dans les services publics et parapublics. Les effectifs de l'administration publique, qui s'élevaient, bon an mal an, à 80 000 travailleurs dans la région métropolitaine de Montréal, ont fait un bond de 11 000 au deuxième trimestre selon les estimés de l'Enquête sur la population active. Ces dernières années, toute croissance au cours d'un trimestre était automatiquement renversée le trimestre suivant. Il reste à voir si la poussée du printemps saura résister au passage du temps.

Le vieillissement de la population stimule l'embauche en santé et la réduit en éducation. En effet, la santé et les services sociaux poursuivent leur montée de la dernière année, leurs effectifs augmentant de 3 % au deuxième trimestre. Par contre, la diminution de la clientèle scolaire provoque des pertes d'effectifs dans l'enseignement primaire et secondaire.

### Nouvelle restructuration en vue dans les services de communication

Les services à la consommation se stabilisent après un recul au premier trimestre. Parmi ces services, la croissance est concentrée dans la restauration et les autres services à la consommation (services personnels, réparation et entretien). L'emploi dans le commerce, qui avait chuté de 6 % au premier trimestre, ne diminue que de 1 % au second. Par ailleurs, la chaîne de meubles Brick a ouvert 5 magasins dans la région métropolitaine en avril.

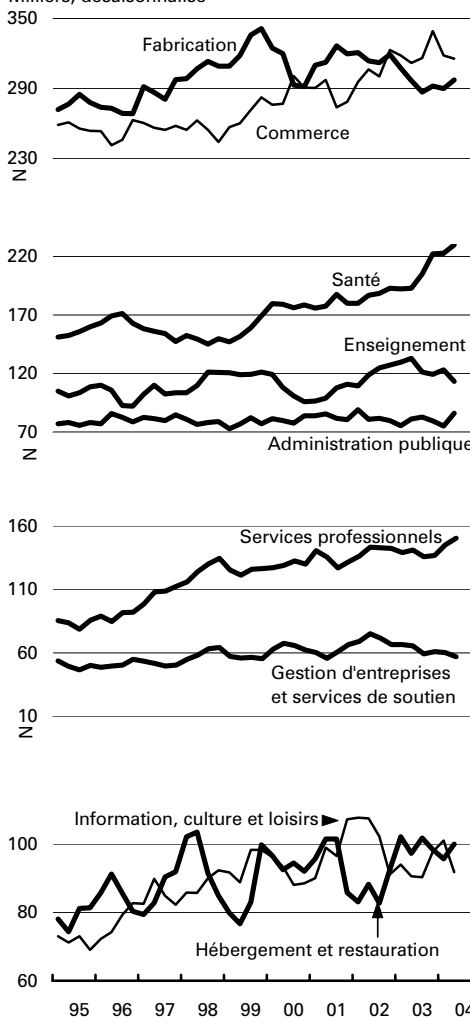
Par contre, le secteur de l'information et des loisirs a réduit ses effectifs de 9 % au deuxième trimestre. BCE a annoncé en juin une nouvelle ronde de réduction de sa main-d'œuvre. L'arrivée de la téléphonie par Internet permettra aux fournisseurs de réduire leurs coûts et leur main-d'œuvre. En fait, elle les oblige à le faire en introduisant de nouveaux concurrents dans le marché téléphonique : les câblodistributeurs. BCE s'est fixé comme objectif de compresser ses coûts de 1 milliard \$ sur deux ans.

### Relance des services professionnels

Les services professionnels reprennent du poil de la bête. Les entreprises de services informatiques et les bureaux d'ingénieurs et d'architectes embauchent. La hausse du prix des métaux et du pétrole suscite la construction d'usines. SNC-Lavalin a augmenté son carnet de commandes, tant au Canada qu'à l'extérieur du pays. L'entreprise s'attend à ce que les projets énergétiques, stimulés par les prix élevés du pétrole et du gaz naturel, assurent sa croissance pour plusieurs années.

### Emploi par secteur, RMR de Montréal

Milliers, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

La demande visant les services en TI et l'impartition des processus d'affaires s'accélère. Les leaders des services informatiques, le Groupe CGI et IBM Canada, sont en forte croissance. Les contrats d'impartition sont en recrudescence. Au cours du trimestre, CGI a obtenu des commandes de 1,2 milliard \$, ce qui a fait passer son carnet à 13,2 milliards \$ à la fin juin.

### Les services de gestion en difficulté

Les services de gestion continuent à décroître. En fait, la gestion des entreprises — une catégorie qui comprend les sièges sociaux — est en recul depuis deux ans. Après avoir atteint un sommet il y a deux ans, l'emploi dans la gestion d'entreprises a diminué de 24 % dans la région métropolitaine de Montréal tandis qu'il augmentait de 2 % dans l'ensemble du Canada.

## INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

### Les exportations relancent la fabrication de biens durables

Malgré la force du huard, les exportations remontent. Au second trimestre, elles ont bondi de 8 % à l'échelle du Québec et le surplus commercial canadien a atteint un niveau record.

La hausse des exportations provient de la force de la production manufacturière et de l'investissement aux États-Unis, qui stimule la demande de biens durables. Par conséquent, les livraisons québécoises de machines, produits métalliques, matériel de communication et moteurs d'avion grimpent. Seules celles d'avions diminuent à cause des difficultés financières des grands transporteurs aériens nord-américains. Par conséquent, l'emploi dans la fabrication de biens durables dans la région métropolitaine augmente de 19 %. D'ailleurs, Pratt & Whitney a embauché plus de 400 employés pendant le premier semestre.

La croissance soutenue de l'économie américaine devrait continuer à faciliter l'adaptation des producteurs montréalais à l'appréciation du dollar. Cependant, leur ajustement n'est pas terminé et pourrait limiter la relance des exportations.

### Vêtement et impression faibles

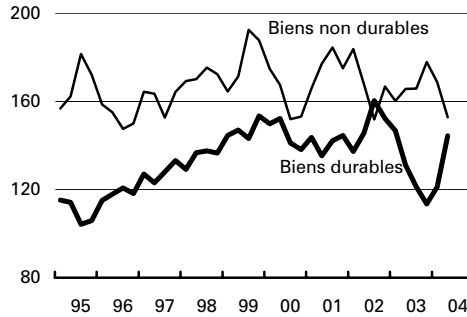
L'emploi dans l'industrie des biens non durables, qui était resté ferme ces dernières années, diminue de 9 % au second trimestre. Les pertes proviennent majoritairement des secteurs de l'impression et du vêtement.

Le recul quasi ininterrompu des livraisons de textile et de vêtement, qui dure depuis presque quatre ans, se répercute finalement sur l'emploi. Le vêtement est une industrie à forte intensité de main-d'œuvre. Or, la production locale fait face à la concurrence de pays nouvellement industrialisés où les salaires sont faibles. Malgré leur percée sur le marché américain, les fabricants montréalais perdent sans cesse du terrain sur le marché canadien au profit des importations; celles-ci comptent pour 58 % du marché canadien en 2003, par rapport à 30 % en 1991.

Dans l'imprimerie, une surcapacité de production réduit les prix et force les entreprises à améliorer leur productivité. Après un recul en 2001 et 2002, les livraisons des imprimeurs stagnent au Québec. La branche imprimerie de Quebecor a adopté des mesures de réduction de coûts et de compression d'effectifs. Après avoir supprimé 1800 postes en 2003, Quebecor en a éliminé 500 autres de février à avril 2004.

### Emploi, fabrication, RMR de Montréal

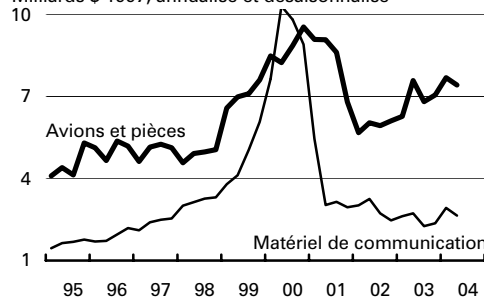
Milliers, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

### Livraisons, biens durables<sup>1</sup>

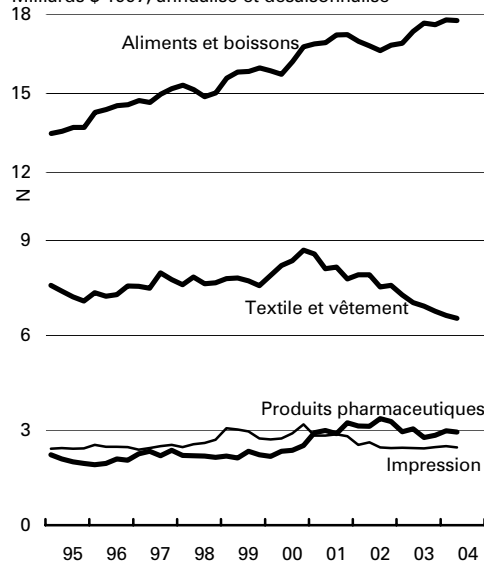
Milliards \$ 1997, annualisé et désaisonnalisé



1. Livraisons du Québec pour des industries importantes de Montréal  
Source : Statistique Canada

### Livraisons, biens non durables<sup>1</sup>

Milliards \$ 1997, annualisé et désaisonnalisé



1. Livraisons du Québec pour des industries importantes de Montréal  
Source : Statistique Canada

## SECTEURS RÉGIONAUX

### Hausse de l'emploi à Laval et Montréal

La hausse de l'emploi est concentrée dans le centre de la région métropolitaine, soit à Montréal et à Laval. Le taux d'emploi grimpe de 1,3 point de pourcentage à Montréal et bondit de 4 points à Laval.

Laval bénéficie de la reprise de l'industrie des biens durables et de l'embauche du secteur public. Ceci dit, les statistiques à Laval sont volatiles, et donc difficiles à interpréter. De plus, l'indicateur de dépendance sociale<sup>1</sup> est resté relativement stable à Laval. Ceci suggère que les estimés de l'emploi pourraient être réajustés à la baisse au cours des prochains trimestres.

À Montréal, le nombre de personnes occupées augmente dans la majorité des secteurs, en particulier dans le commerce, l'administration publique, le transport et les services professionnels.

L'amélioration du marché du travail entraîne une forte baisse du taux de chômage. Le recul est particulièrement prononcé à Montréal : le taux de chômage y a chuté de 12,2 % à 8,7 % entre le troisième trimestre 2003 et le second trimestre 2004.

### Remontée de Longueuil

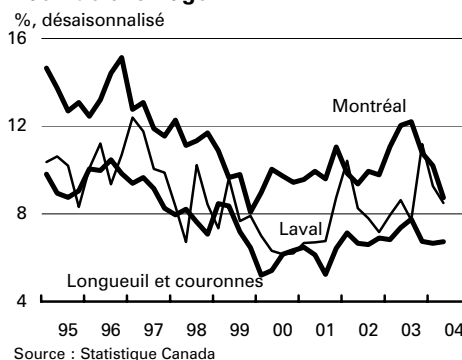
Les indicateurs qui touchent Longueuil montrent une amélioration de sa santé économique. Au cours du ralentissement économique des trois dernières années, l'indicateur de dépendance sociale avait eu, à Longueuil, la moins bonne performance des cinq régions de la métropole. Cependant, au second trimestre, il y diminue de 1,7 %, la baisse la plus forte des cinq régions.

De plus, le marché des bureaux s'améliore. Le taux d'inoccupation des bureaux, qui avait bondi de 12,3 % à 23,0 % entre la fin de l'an 2000 et la mi-2003, retombe à 16,8 % à la mi-2004.

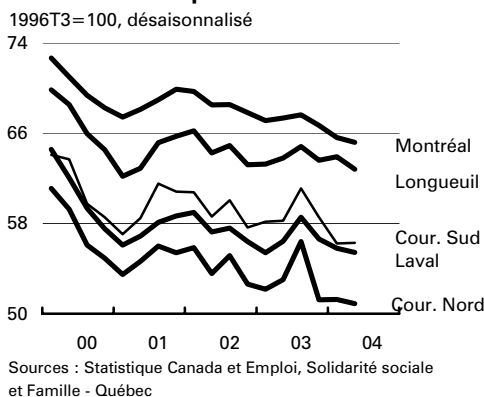
### Baisse de l'emploi dans les couronnes

Le nombre de personnes occupées dans les couronnes diminue pour un deuxième trimestre d'affilée. Le recul de l'emploi dans le commerce et l'enseignement est concentré dans les couronnes. Le taux de chômage demeure inchangé, à 6,7 %, les travailleurs ayant choisi de se retirer du marché de l'emploi. Les difficultés des couronnes sont corroborées par l'indicateur de dépendance sociale, qui y est resté inchangé au second trimestre.

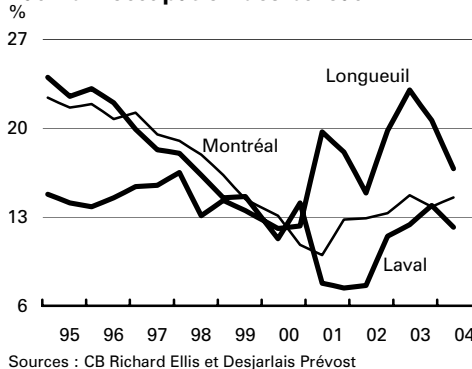
### Taux de chômage



### Indicateur de dépendance sociale



### Taux d'inoccupation des bureaux



1.  $100 \times (\text{Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans.}$

## IMMOBILIER ET CONSTRUCTION

### Maintien des ventes de logements

Après l'envolée de la fin de 2003, la demande de logements s'est retranchée à un niveau plus durable cette année. Les ventes sur le réseau SIA sont demeurées presque inchangées au deuxième trimestre. La demande refoulée de logements offre encore des débouchés. Le prix augmente au rythme de 17 % sur 12 mois.

Par contre, stimulée par la hausse des prix, l'offre de logements sur le réseau MLS/SIA continue à augmenter plus vite que le nombre de ventes. Le nombre d'inscriptions, qui avait atteint un plancher de 19 600 résidences à l'hiver 2003, augmente de manière constante depuis. La stabilité des ventes résidentielles, combinée au relèvement des propriétés inscrites sur le réseau SIA, pointe vers un rééquilibrage graduel du marché résidentiel.

### Au centre-ville, les stationnements font place aux immeubles de logements

La construction résidentielle ne montre pas encore de ralentissement notoire. Après trois ans de croissance accélérée, le boom de la construction résidentielle se poursuit. Le nombre de logements mis en chantier a augmenté de 18 % au deuxième trimestre dans la région métropolitaine.

La poussée des mises en chantier est concentrée à Montréal, en particulier dans les immeubles résidentiels du centre-ville. Le condo et les unités locatives s'accaparent presque tout le marché avec des parts respectives de 47 % et 46 % pendant la première moitié de l'année.

### Construction institutionnelle et commerciale encore forte

La construction institutionnelle et commerciale est plus élevée que prévue mais la construction industrielle diminue. La valeur des permis de construction non résidentiels recule néanmoins, ce qui laisse présager un ralentissement à venir.

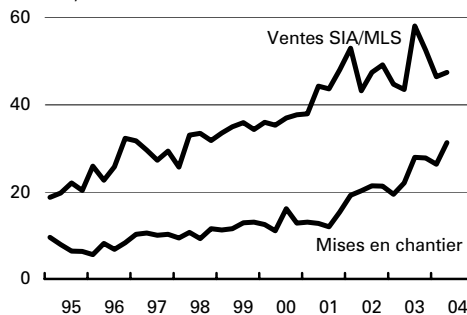
### Maintien du surplus de bureaux

Le taux d'inoccupation des bureaux se maintient à un niveau relativement élevé. En effet, l'arrivée sur le marché de la deuxième phase de la Place du commerce électronique et la conversion d'espace commercial en bureaux dans le Complexe Les Ailes de la Mode suscitent une légère hausse de l'inoccupation au centre-ville. Par contre, la demande de bureaux augmente dans la couronne centrale (au nord du centre-ville) et à Longueuil.

### Construction et vente de logements

#### RMR de Montréal

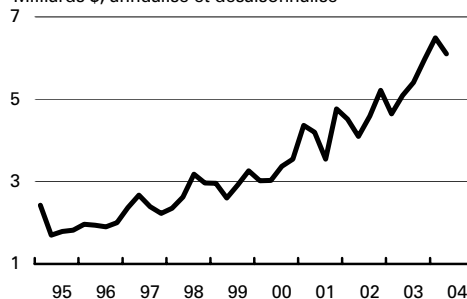
Milliers, annualisé et désaisonnalisé



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Chambre immobilière du Grand Montréal

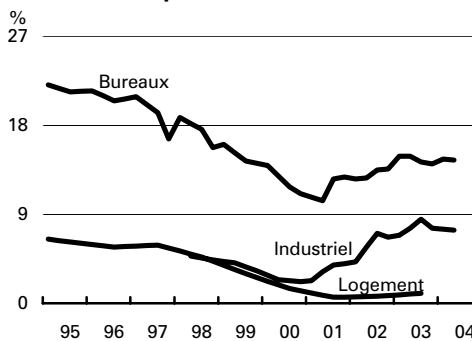
### Permis de construction, RMR de Montréal

Milliards \$, annualisé et désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

### Taux d'inoccupation, RMR de Montréal



Sources : CB Richard Ellis et Desjarlais Prévost

### PORTRAIT: Le rattrapage économique de la RMR de Montréal La progression du taux d'emploi se poursuivra-t-elle ?

Le taux d'emploi est vraisemblablement la mesure la plus significative de la santé du marché du travail. Il fait abstraction de la croissance démographique, qui varie d'une région à l'autre. Or, au cours des vingt-cinq dernières années, la région métropolitaine de Montréal a eu un taux d'emploi inférieur à celui de l'Amérique du Nord.

#### Ajustement du transport ferroviaire et des industries anciennes dans les années 80

La région montréalaise a démarré les années 80 avec un taux d'emploi à peu près égal à celui du continent, soit 58,7 % contre 59,1 %. La récession de 1981-82 a réduit le taux d'emploi alors que des industries manufacturières traditionnelles et les industries liées au transport ferroviaire faisaient des mises à pied. Un écart de 2,5 points de pourcentage s'est alors introduit entre le taux d'emploi de la région métropolitaine et la moyenne continentale.

La récession de 1981-82 a eu un effet limité dans le temps. Cependant, dans l'expansion qui a suivi, l'économie montréalaise a progressé à un rythme semblable à celui du continent de telle sorte qu'elle n'a pas réussi à combler l'écart qui l'en séparait.

#### Restructuration élargie des années 90

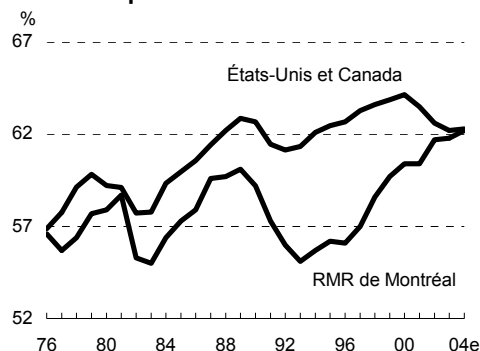
La récession de 1990-91 a eu un impact plus profond sur la région métropolitaine de Montréal, donnant lieu à une chute de l'emploi plus marquée. L'écart entre les taux d'emploi s'est accentué, pour atteindre 6 points de pourcentage en 1993-1997. Les pertes d'emploi ont touché non seulement le secteur manufacturier, mais également de nombreux services comme le transport et les communications, la construction et l'immobilier, le commerce de gros ainsi que l'administration publique et la santé.

Les entreprises montréalaises ont dû faire face à la libéralisation des échanges (ALE puis ALENA), à la privatisation (Canadien National et Air Canada) et à la déréglementation (transport et communications). Parallèlement, le fardeau fiscal des ménages s'alourdissait et les taux d'intérêt augmentaient, contraignant les dépenses de consommation. Enfin, dans le but de redresser leurs finances, les gouvernements ont freiné leurs dépenses de 1994 à 1997.

#### Le rattrapage de la fin des années 90

À partir de 1997, par contre, le taux d'emploi a augmenté plus vite dans la région métropolitaine de Montréal que dans le reste de l'Amérique du Nord. L'écart entre les deux taux devrait se refermer à 0,1 point en 2004.

#### Taux d'emploi



Sources : Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada

À la faveur de la baisse du dollar canadien, les exportations ont augmenté. En 1996, la baisse des taux d'intérêt et l'accélération de l'économie au Canada et au Québec ont stimulé la consommation. De plus, les États-Unis ont traversé une récession qui a épargné le Canada. Le taux d'emploi américain a baissé de 2000 à 2003.

#### Transformation de l'économie métropolitaine

Divers indices laissent entrevoir la poursuite de l'expansion de Montréal. En premier lieu, l'éventail des biens et services produits s'est modernisé. À la suite de la restructuration économique des vingt dernières années, la région métropolitaine de Montréal produit des biens et services qui contiennent plus de savoir et dont la demande devrait croître de manière soutenue dans la prochaine décennie. Les principaux produits sont les avions, le matériel de communication, les services informatiques et les médicaments brevetés.

De plus, la croissance n'est pas le fait d'un nombre limité de secteurs. Au terme de la transformation des années 90, la région métropolitaine se retrouve avec l'économie la plus diversifiée du Canada. Or, les économies diversifiées résistent mieux aux aléas de la conjoncture. De plus, la coexistence de secteurs économiques différents suscite des échanges de connaissances, un facteur reconnu de la croissance économique des villes.

L'ouverture à la concurrence a aguerri les entreprises montréalaises. Le libre-échange, la privatisation et la déréglementation ont forcé plusieurs grandes compagnies à augmenter leur productivité. Même des industries traditionnelles, comme le vêtement, ont exporté davantage.

## Taux d'emploi selon le groupe d'âge en 2000 (2001 dans les RMR canadiennes) (%)

Région métropolitaine <sup>1</sup>	25 ans et plus	Région métropolitaine <sup>1</sup>	25-34 ans	Région métropolitaine <sup>1</sup>	35-44 ans	Région métropolitaine <sup>1</sup>	45-54 ans	Région métropolitaine <sup>1</sup>	55-64 ans	Région métropolitaine <sup>1</sup>	65 ans et plus
Minneapolis	72,2	Minneapolis	83,9	Minneapolis	85,1	Minneapolis	85,7	Minneapolis	66,4	Dallas	16,1
Denver	70,0	<b>Ottawa</b>	<b>82,7</b>	<b>Ottawa</b>	<b>84,2</b>	Denver	82,1	Boston	63,5	Denver	15,2
Atlanta	68,7	<b>Toronto</b>	<b>80,3</b>	<b>Toronto</b>	<b>82,0</b>	<b>Ottawa</b>	<b>82,1</b>	Denver	63,2	Washington	14,8
<b>Ottawa</b>	<b>67,6</b>	Denver	80,1	Denver	81,2	<b>Toronto</b>	<b>81,0</b>	Washington	62,6	Minneapolis	14,7
Dallas	67,4	Boston	79,7	• <b>Montréal</b>	<b>80,8</b>	Boston	80,9	Dallas	61,7	Houston	14,7
Washington	67,0	• <b>Montréal</b>	<b>78,5</b>	St. Louis	79,7	Washington	80,5	San Francisco	60,7	Atlanta	14,2
<b>Toronto</b>	<b>66,7</b>	Atlanta	78,3	Boston	79,7	Portland	80,2	Chicago	59,6	Boston	13,8
Boston	65,5	St. Louis	78,1	Portland	78,8	Seattle	79,6	Atlanta	59,6	Chicago	13,4
Portland	65,2	Washington	78,0	Cleveland	78,7	St. Louis	79,5	Portland	59,5	San Francisco	13,2
Seattle	65,1	Cleveland	77,9	<b>Vancouver</b>	<b>78,7</b>	Cleveland	79,0	Philadelphie	58,6	Philadelphie	13,1
San Francisco	64,3	Tampa	77,6	Atlanta	78,5	Atlanta	78,7	Seattle	58,4	Miami	13,1
Houston	63,7	<b>Vancouver</b>	<b>77,6</b>	Washington	78,4	• <b>Montréal</b>	<b>78,2</b>	<b>Toronto</b>	<b>58,2</b>	New York	13,0
<b>Vancouver</b>	<b>63,4</b>	Pittsburgh	77,5	Pittsburgh	78,1	Dallas	78,2	St. Louis	58,1	Los Angeles	12,8
St. Louis	63,2	Portland	77,3	Seattle	78,0	San Francisco	78,0	Cleveland	57,9	St. Louis	12,8
Chicago	62,9	Seattle	76,0	Tampa	77,9	Philadelphie	77,4	Houston	57,6	Cleveland	12,0
• <b>Montréal</b>	<b>61,8</b>	San Francisco	75,6	Dallas	77,6	<b>Vancouver</b>	<b>77,3</b>	New York	57,2	San Diego	11,9
Cleveland	61,5	Dallas	75,6	San Francisco	76,8	Pittsburgh	77,1	San Diego	56,8	Phoenix	11,4
Détroit	61,3	Détroit	75,4	Philadelphie	76,6	Chicago	77,0	<b>Vancouver</b>	<b>56,4</b>	Portland	11,2
Philadelphie	61,1	Philadelphie	75,2	Phoenix	76,6	Phoenix	76,4	Los Angeles	55,1	Seattle	11,0
Phoenix	60,6	Chicago	74,3	Détroit	76,5	Tampa	75,8	Miami	54,9	Détroit	10,9
San Diego	59,6	Phoenix	73,2	Chicago	75,6	Détroit	75,7	Phoenix	54,5	Tampa	10,1
New York	59,5	New York	71,9	Houston	73,3	San Diego	75,2	Pittsburgh	54,0	<b>Toronto</b>	<b>9,9</b>
Los Angeles	58,6	Houston	70,7	New York	72,9	Houston	74,3	Détroit	53,2	Pittsburgh	9,4
Pittsburgh	57,0	Miami	70,5	San Diego	72,7	New York	74,1	Tampa	52,3	<b>Vancouver</b>	<b>8,8</b>
Miami	56,5	San Diego	68,4	Miami	71,5	Los Angeles	71,3	<b>Ottawa</b>	<b>51,5</b>	<b>Ottawa</b>	<b>8,0</b>
Tampa	55,5	Los Angeles	67,2	Los Angeles	69,9	Miami	71,0	• <b>Montréal</b>	<b>47,9</b>	• <b>Montréal</b>	<b>6,5</b>

1. Régions métropolitaines (MSA) et régions métropolitaines consolidées (CMSA) aux États-Unis.

Sources : U.S. Census Bureau, Recensement de 2000, et Statistique Canada, Recensement de 2001.

### La scolarisation hausse le taux d'emploi

La croissance des activités liées au savoir a relevé le niveau des qualifications exigées par le marché du travail. Elle a mis en évidence une tendance de fond de la région montréalaise : son rattrapage scolaire.

Le rattrapage scolaire montréalais est en bonne voie. Les générations jeunes sont plus scolarisées que les plus âgées, et surtout, la scolarisation des jeunes montréalais se compare à celle des jeunes des autres régions métropolitaines du continent<sup>2</sup>.

La scolarisation de la population augmente ses chances d'emploi. Parmi les générations les plus âgées, celles où le retard scolaire de Montréal est le plus prononcé, le taux d'emploi est le plus bas. Montréal a le taux d'emploi le plus faible parmi les principales régions métropolitaines en Amérique du Nord dans les groupes d'âge de 55-64 ans (47,9 %) et de 65 ans et plus (6,5 %). Les autres agglomérations canadiennes, ainsi que Détroit, Miami et Pittsburgh, qui traînent également un passé de sous-scolarisation, ont aussi une population âgée peu employée<sup>3</sup>.

2. CMM. *L'économie métropolitaine*. 2<sup>e</sup> trimestre 2003, p. 6-7.

### Le taux d'emploi élevé des jeunes...

Les jeunes montréalais, qui ont une scolarité comparable à celle des autres agglomérations nord-américaines, ont l'un des taux d'emploi les plus élevés du continent. Montréal arrive au 5<sup>e</sup> rang sur 26 parmi les 35-44 ans (80,8 %) et au 6<sup>e</sup> rang parmi les 25-34 ans (78,5 %). Les autres régions métropolitaines canadiennes ont également un classement favorable.

### ...se propagera à l'ensemble de la population

Le taux d'emploi moyen de la population devrait s'améliorer par rapport à la moyenne nord-américaine avec le passage du temps, au fur et à mesure que les générations jeunes, qualifiées et employées, remplaceront les générations précédentes, sous-scolarisées et sous-employées.

3. La faiblesse du taux d'emploi des personnes âgées dans les agglomérations canadiennes résulte aussi du régime de retraite. Les Canadiens, qui conservent 96 % de leurs revenus actifs à la retraite, bénéficient du système le plus généreux au monde. Voir Régime des rentes du Québec. *Évaluation du système québécois de sécurité financière à la retraite par rapport à d'autres pays industrialisés*. 2004.

## CONSOMMATION ET TOURISME

### La consommation plafonne

Après la forte croissance du premier trimestre, les consommateurs ont réduit leurs achats. Les ventes au détail ont diminué de 1 % dans la région métropolitaine de Montréal au second trimestre. Le recul touche les ventes d'automobiles, de meubles, d'appareils ménagers et de vêtements. Seuls les stations-services et les magasins d'aliments et de boissons augmentent leur chiffre d'affaires. La hausse du prix du pétrole gonfle le budget que les consommateurs y consacrent et, par conséquent, en laisse moins pour le reste de leurs achats.

### Faillites limitées

Stimulé par l'achat de logements, l'endettement des ménages a progressé en 2002 et 2003 à son rythme le plus élevé depuis le début des années 1990. C'est au Québec qu'il a augmenté le plus.

Cependant, les finances des consommateurs demeurent saines. Le rapport entre l'actif et la dette des ménages ne change pas car la hausse de leur endettement va de pair avec leur enrichissement. Or, c'est dans la région métropolitaine de Montréal que le prix des maisons a augmenté le plus depuis deux ans. De plus, la faiblesse des taux d'intérêt limite le service de la dette jusqu'à présent.

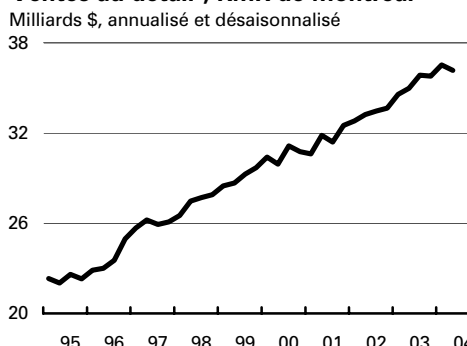
Aussi, le niveau des faillites demeure faible. Le ralentissement de l'emploi des dernières années a produit un léger relèvement des faillites personnelles pendant la première moitié de 2003 mais celles-ci restent stables depuis. La hausse graduelle des taux d'intérêt devrait faire monter le service de la dette et pourrait stimuler légèrement le nombre de faillites. Cependant, elle devrait être contrecarrée par le raffermissement de l'économie. Enfin, la stabilisation du marché immobilier devrait ralentir le rythme de l'endettement des ménages.

Par ailleurs, le niveau des faillites commerciales demeure faible dans la région métropolitaine. Ayant comprimé leurs emprunts à court terme au cours des trois dernières années, les entreprises canadiennes baignent dans les liquidités. La qualité de leur crédit atteint actuellement un sommet.

### Stabilité du tourisme

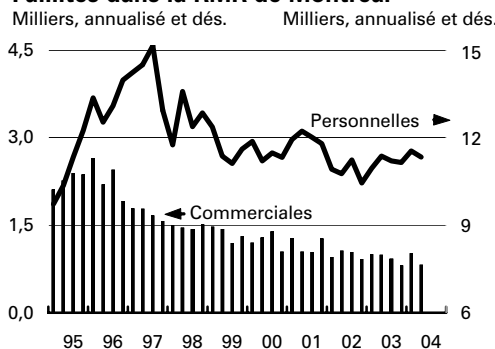
Après les soubresauts de septembre 2001, de la guerre en Iraq et du SRAS, le tourisme est entré dans une période d'accalmie. Depuis trois trimestres, le nombre de touristes entrés au Québec n'a presque pas changé et, à Montréal, le taux d'occupation des hôtels est demeuré stable, à environ 66 %. Le trafic des aéroports est revenu à son sommet d'avant septembre 2001.

### Ventes au détail<sup>1</sup>, RMR de Montréal



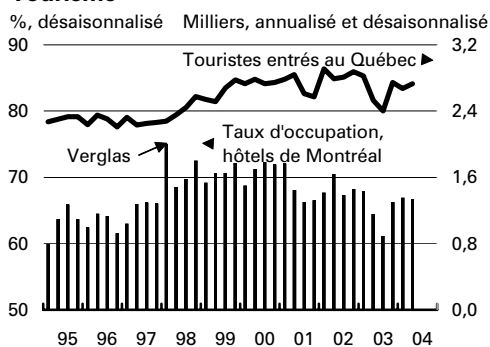
1, Données estimées avant 2004 Source : Statistique Canada

### Faillites dans la RMR de Montréal



Source : Industrie Canada

### Tourisme



Sources : Ass. des hôtels du gr. Montréal et Statistique Canada



## Indicateurs économiques de la RMR de Montréal, trimestriels

	Unité	2002				2003				2004	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
<b>Désaisonnalisé</b>											
<b>Marché du travail</b>											
Population active	Moyenne 000	1 902	1 922	1 934	1 963	1 970	1 968	1 982	2 019	1 984	1 988
Emploi	000	1 734	1 765	1 773	1 799	1 791	1 775	1 784	1 833	1 812	1 831
Taux d'emploi	%	60,9	61,7	61,8	62,5	62,0	61,2	61,3	62,8	61,8	62,2
Taux de chômage	%	8,8	8,2	8,4	8,4	9,1	9,8	10,0	9,2	8,7	7,9
Assurance-chômage (1,3)	000	60,4	57,0	59,0	57,1	57,1	59,3	63,5	59,9	59,4	59,6
Aide sociale (1,4,e)	000	142,7	142,0	141,9	140,6	139,8	139,2	138,3	136,6	134,6	133,1
<b>Immobilier</b>											
Permis de construction	M \$	1 130	1 020	1 150	1 300	1 160	1 270	1 350	1 490	1 620	1 530
Mises en chantier	Nombre	4 800	5 100	5 400	5 300	4 900	5 500	7 000	7 000	6 600	7 800
Ventes de résidences (SIA/MLS,1)	Nombre	13 300	10 800	11 900	12 300	11 200	10 900	14 500	13 200	11 600	11 900
<b>Autres</b>											
Ventes au détail (1)	M \$	8 202e	8 308e	8 366e	8 414e	8 643e	8 743e	8 964e	8 947e	9 131	9 042
Trafic du port, total (1)	000 t	4 587	4 758	4 736	4 677	5 036	5 276	5 424	5 047	5 948	6 080
Conteneurs (1)	000 t	2 248	2 357	2 427	2 415	2 341	2 522	2 405	2 488	2 597	2 645
Trafic des aéroports (1)	000 pass.	2 092	2 204	2 277	2 225	2 211	2 100	2 280	2 379	2 528	2 585
Taux d'occupation des hôtels (1)	Moy., %	67,7	70,5	67,3	68,2	67,9	64,4	61,1	66,2	66,9	66,7
<b>Non désaisonné</b>											
<b>Marché du travail</b>											
Population active	Moyenne 000	1 885	1 936	1 953	1 946	1 954	1 983	1 999	2 002	1 964	2 000
Emploi	000	1 712	1 776	1 787	1 795	1 769	1 786	1 797	1 831	1 788	1 842
Taux d'emploi	%	60,1	62,1	62,3	62,4	61,3	61,6	61,8	62,7	60,9	62,5
Taux de chômage	%	9,2	8,3	8,5	7,7	9,5	9,9	10,1	8,6	9,0	7,9
Assurance-chômage (3)	000	71,2	51,9	58,9	51,5	67,9	54,1	63,4	54,4	70,1	54,4
Aide sociale (4,e)	000	144,4	142,4	141,4	139,1	141,5	139,6	137,7	135,0	136,4	133,4
<b>Emploi sectoriel</b>											
Construction	Moyenne 000	57	74	77	74	65	75	77	75	64	75
Fabrication	000	316	311	318	320	303	295	292	293	285	295
Biens durables	000	137	145	163	151	147	131	123	113	121	144
Biens non durables	000	179	166	155	169	156	164	170	180	164	151
Commerce	000	291	309	303	322	313	315	319	338	313	319
Transport et entreposage	000	73	79	82	80	83	90	93	88	91	98
Finance, assurances, imm. et location	000	115	115	113	104	113	116	118	119	122	123
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	134	143	146	141	137	141	139	136	143	150
Gestion et soutien à la gestion	000	64	75	78	66	61	65	64	61	55	57
Enseignement	000	114	118	116	132	135	132	113	124	128	112
Santé et assistance sociale	000	181	183	190	194	193	189	207	223	224	225
Information, culture et loisirs	000	104	108	107	91	90	91	94	97	97	92
Hébergement et restauration	000	82	91	82	92	101	100	101	97	95	103
Autres services	000	68	66	70	77	76	74	72	78	73	81
Administration publique	000	89	82	82	78	76	83	84	77	75	88
<b>Construction</b>											
Logements mis en chantier	Total Nombre	4 021	6 411	4 794	5 328	4 128	6 688	6 481	7 024	5 492	9 432
Permis de construction	M \$	947	1 224	1 086	1 347	986	1 497	1 290	1 558	1 308	1 755
Résidentiel		634	810	639	648	721	840	854	1 088	917	1 220
Commercial		213	257	233	306	173	365	259	290	218	262
Industriel		70	91	70	96	46	70	57	77	71	80
Institutionnel et gouvernemental		30	67	144	297	46	222	120	104	100	193
<b>Immobilier</b>											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Total Nombre	16 107	13 364	8 150	10 536	13 454	13 123	9 975	11 235	14 391	14 320
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%				0,7				1,0		
Taux d'inoccupation, bureaux	%	12,6	12,7	13,5	13,6	14,9	14,9	14,3	14,1	14,6	14,5
Grand centre-ville	%	11,3	12,0	11,5	11,7	13,9	13,6	13,0	12,5	13,5	13,8
Périphérie et banlieue	%	15,0	14,1	17,8	17,5	17,2	17,7	17,0	17,4	16,9	16,0
Taux d'inoccupation, industriel	%	4,2	5,7	7,1	6,7	6,9	7,6	8,5	7,6	7,5	7,4
<b>Prix et taux d'intérêt</b>											
Prix à la consommation, indice 1992=100	Moyenne	114,1	115,1	116,4	117,0	118,6	118,2	118,3	118,6	119,7	120,7
Hausse en 1 an	%	1,5	1,1	2,3	3,3	3,9	2,7	1,6	1,3	0,9	2,1
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	132,2	144,5	146,9	152,3	156,2	165,3	171,9	177,7	178,9	192,6
Prêts hypothécaires, 5 ans	%, fin	7,30	7,25	6,70	6,70	6,85	5,80	6,30	6,45	5,70	6,70
<b>Autres</b>											
Ventes au détail	Total, M \$	7 100e	8 986e	8 367e	8 846e	7 479e	9 457e	8 964e	9 401e	7 913	9 769
Faillites personnelles	Nombre	2 778	2 778	2 708	2 603	2 807	2 926	2 698	2 779	2 965	2 905
Faillites commerciales	Nombre	251	272	226	239	268	253	206	211	272	208
Faillites, passif total	M \$	343	570	455	375	727	356	426	443	416	345
Trafic du port, total	000 t	3 671	5 026	5 063	4 959	3 982	5 554	5 859	5 385	4 645	6 382
Conteneurs	000 t	2 119	2 449	2 410	2 468	2 212	2 614	2 388	2 541	2 469	2 737
Trafic des aéroports	000 pass.	2 058	2 168	2 528	2 053	2 174	2 068	2 531	2 191	2 487	2 539
Taux d'occupation des hôtels	%	54,5	75,1	81,3	62,8	54,6	68,8	73,8	60,7	53,8	71,1

Notes et sources à la fin des tableaux

## Indicateurs économiques de Montréal et de Laval, trimestriels

	Unité	2002				2003				2004	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
<b>Montréal</b>											
<b>Désaisonné (1)</b>											
Moyenne	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	11,0	10,8	10,8	10,7	10,6	10,6	10,7	10,5	10,3	10,3
Assurance-chômage (3)	000	32,7	30,8	31,2	30,5	30,4	31,6	33,1	32,1	31,5	32,0
Aide sociale (4)	000	107,7	107,5	107,5	107,1	106,2	105,8	105,2	104,6	103,4	102,4
<b>Non désaisonné</b>											
<b>Marché du travail</b>											
Moyenne	Moyenne										
Population active	000	939	968	968	962	979	1 000	1 011	992	971	1 003
Emploi	000	846	876	869	873	870	878	884	891	871	914
Taux d'emploi	%	56,4	58,3	57,7	57,8	57,4	57,8	58,0	58,2	56,7	59,3
Taux de chômage	%	9,9	9,5	10,2	9,2	11,2	12,2	12,5	10,2	10,3	8,9
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	11,4	10,7	10,8	10,4	10,9	10,6	10,7	10,2	10,7	10,2
Assurance-chômage (3)	000	36,9	29,3	31,1	27,9	34,6	30,1	33,0	29,5	35,8	30,5
Aide sociale (4)	000	108,1	108,2	107,8	105,7	106,7	106,6	105,4	103,2	103,9	103,2
<b>Immobilier et construction</b>											
Total	Total										
Logements mis en chantier	Nombre	1 113	1 857	1 042	1 622	1 436	1 724	1 979	2 215	2 160	3 362
Permis de construction	M \$	331	464	412	650	309	763	422	643	548	630
Résidentiel		148	229	180	221	181	274	228	396	330	343
Commercial		130	145	97	200	87	262	97	162	139	137
Industriel		35	39	36	40	10	39	25	29	29	28
Institutionnel et gouvernemental		18	51	99	189	31	188	72	56	50	123
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	4 704	4 154	2 381	3 331	3 876	4 076	2 954	3 473	4 290	4 392
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	178,7	199,9	207,8	204,5	215,7	232,9	241,8	247,1	245,5	270,6
Taux d'inoccupation, bureaux	%		12,9		13,3		14,7		13,8		14,5
Faillites personnelles	Nombre	1 467	1 481	1 398	1 359	1 507	1 551	1 472	1 519	1 600	1 537
<b>Laval</b>											
<b>Désaisonné (1)</b>											
Moyenne	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	5,3	5,2	5,2	5,1	5,0	5,1	5,3	5,1	5,0	5,0
Assurance-chômage (3)	000	5,58	5,35	5,52	5,33	5,27	5,50	5,98	5,57	5,45	5,44
Aide sociale (4)	000	7,54	7,42	7,36	7,30	7,18	7,20	7,23	7,24	7,21	7,16
<b>Non désaisonné</b>											
<b>Marché du travail</b>											
Moyenne	Moyenne										
Population active	000	194	196	194	195	195	200	198	192	195	205
Emploi	000	172	178	179	183	178	182	184	174	175	187
Taux d'emploi	%	59,6	61,5	61,5	62,6	60,7	61,9	62,2	58,6	58,9	62,6
Taux de chômage	%	11,4	8,9	7,5	6,2	8,7	9,3	7,5	9,7	10,1	9,2
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	5,8	5,0	5,2	4,8	5,5	4,9	5,3	4,9	5,5	4,8
Assurance-chômage (3)	000	6,64	4,85	5,50	4,78	6,33	5,01	5,97	5,02	6,51	4,94
Aide sociale (4)	000	7,65	7,44	7,30	7,22	7,29	7,23	7,18	7,16	7,32	7,18
<b>Immobilier et construction</b>											
Total	Total										
Logements mis en chantier	Nombre	576	834	517	591	483	885	631	753	630	1 137
Permis de construction	M \$	132	138	101	87	128	76	232	159	181	212
Résidentiel		78	105	69	49	90	43	146	119	133	149
Commercial		38	28	21	29	28	27	60	35	16	38
Industriel		13	4	9	4	10	4	10	5	3	10
Institutionnel et gouvernemental		3	1	1	4	0	2	17	1	31	16
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	1 501	1 087	672	972	1 329	1 112	846	1 095	1 303	1 269
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	126,4	138,3	143,6	149,1	162,0	161,1	166,4	167,7	171,7	188,7
Taux d'inoccupation, bureaux	%		7,6		11,5		12,4		13,9		12,2
Faillites personnelles	Nombre	241	253	244	276	273	305	247	243	247	261

Notes et sources à la fin des tableaux

## Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels

	Unité	2002				2003				2004	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
<b>Longueuil et couronnes</b>											
<b>Non désaisonné</b>											
<b>Marché du travail (yc Longueuil)</b>											
Moyenne	Moyenne										
Population active	000	752	773	791	789	780	783	790	818	798	792
Emploi	000	694	722	739	739	721	727	730	767	741	742
Taux d'emploi	%	65,3	67,7	69,0	68,7	66,8	67,0	67,0	70,0	67,4	67,0
Taux de chômage	%	7,8	6,5	6,6	6,3	7,6	7,2	7,6	6,3	7,1	6,4
Faillites pers. (sans Longueuil)	Nombre	779	776	746	677	735	740	727	746	840	785

## Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels (suite)

	Unité	2002				2003				2004	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
<b>Longueuil</b>											
<b>Désaisonnalisé (1)</b>											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	%	7,3	7,0	7,1	6,9	6,9	7,0	7,1	7,0	7,0	6,9
Assurance-chômage (3,7)	000	5,45	5,13	5,37	5,07	5,17	5,38	5,79	5,48	5,58	5,45
Aide sociale (4,5,7)	000	11,24	11,08	11,02	10,91	10,84	10,79	10,65	10,67	10,67	10,54
<b>Non désaisonnalisé</b>											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	%	7,7	6,8	7,1	6,7	7,4	6,8	7,1	6,7	7,5	6,7
Assurance-chômage (3,7)	000	6,40	4,60	5,42	4,60	6,12	4,86	5,84	5,01	6,53	4,93
Aide sociale (4,5,7)	000	11,41	11,09	10,99	10,77	11,02	10,79	10,62	10,53	10,84	10,54
<b>Immobilier et construction</b>											
	Total										
Logements mis en chantier	Nombre	384	521	678	557	268	685	775	731	337	712
Permis de construction	M \$	72	125	162	113	97	114	163	149	100	157
Résidentiel		62	82	79	57	70	67	109	102	60	101
Commercial		8	33	69	33	18	24	45	27	32	32
Industriel		3	4	3	19	2	8	3	10	7	3
Institutionnel et gouvernemental		0	6	11	4	8	15	5	11	1	21
Ventes de résidences (SIA/MLS,10)	Nombre	1 397	1 018	523	844	1 124	1 044	706	887	1 161	1 067
Prix des résidences (SIA/MLS,10)	000 \$	125,8	137,8	137,0	144,7	144,9	154,9	164,1	165,1	169,6	187,9
Taux d'occupation, bureaux	%		14,9		19,8		23,0		20,6		16,8
<b>Failites personnelles</b>	Nombre	291	268	320	291	292	330	252	271	278	322
<b>Couronne Sud</b>											
<b>Désaisonnalisé (1)</b>											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	%	3,9	3,8	3,8	3,7	3,7	3,7	3,9	3,7	3,6	3,6
Assurance-chômage (3,8)	000	7,23	6,84	7,28	6,89	7,12	7,18	7,94	7,48	7,44	7,33
Aide sociale (4,5,8)	000	5,84	5,81	5,71	5,62	5,54	5,53	5,43	5,38	4,94	5,09
<b>Non désaisonnalisé</b>											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	%	4,5	3,4	3,8	3,4	4,4	3,4	3,9	3,5	4,2	3,3
Assurance-chômage (3,8)	000	9,20	5,69	7,27	6,08	9,08	6,04	7,93	6,67	9,40	6,18
Aide sociale (4,5,8)	000	6,03	5,75	5,64	5,56	5,73	5,46	5,35	5,32	5,13	5,03
<b>Immobilier et construction</b>											
	Total										
Logements mis en chantier (6)	Nombre	949	1 343	1 108	1 008	661	1 408	1 325	1 475	872	1 597
Permis de construction (6)	M \$	173	224	178	158	177	241	202	224	208	309
Résidentiel		162	168	133	134	158	201	178	175	189	270
Commercial		4	20	19	9	15	17	9	27	13	22
Industriel		2	32	5	8	3	9	7	18	3	12
Institutionnel et gouvernemental		5	5	22	7	1	14	7	5	3	5
Ventes de résidences (SIA/MLS,6,10)	Nombre	2 461	1 840	1 113	1 386	1 841	1 601	1 369	1 512	2 055	1 813
Prix des résidences (SIA/MLS,6,10)	000 \$	128,6	138,1	149,9	145,0	150,4	160,6	168,6	171,1	176,2	190,8
<b>Couronne Nord</b>											
<b>Désaisonnalisé (1)</b>											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,9)	%	5,0	4,8	4,9	4,7	4,7	4,7	5,0	4,6	4,6	4,5
Assurance-chômage (3,9)	000	8,26	7,82	8,50	8,11	8,09	8,43	9,49	8,38	8,60	8,48
Aide sociale (4,5,9)	000	8,13	7,95	7,80	7,50	7,42	7,40	7,40	7,02	6,86	6,91
<b>Non désaisonnalisé</b>											
	Moyenne										
Indicateur de dépendance sociale (2,9)	%	5,8	4,3	4,9	4,4	5,4	4,3	5,0	4,3	5,3	4,1
Assurance-chômage (3,9)	000	10,56	6,46	8,51	7,16	10,39	7,06	9,50	7,43	10,89	7,12
Aide sociale (4,5,9)	000	8,38	7,89	7,68	7,44	7,67	7,34	7,28	6,96	7,10	6,85
<b>Immobilier et construction</b>											
	Total										
Logements mis en chantier (6)	Nombre	999	1 856	1 449	1 550	1 280	1 986	1 771	1 850	1 493	2 624
Permis de construction (6)	M \$	238	273	234	339	275	287	271	382	269	445
Résidentiel		184	225	179	187	223	245	193	296	206	356
Commercial		32	31	26	36	24	31	48	39	18	33
Industriel		18	12	18	24	21	8	12	15	30	28
Institutionnel et gouvernemental		3	4	12	92	6	3	18	32	15	28
Ventes de résidences (SIA/MLS,6)	Nombre	2 569	1 804	1 048	1 490	2 021	1 636	1 287	1 534	2 110	1 919
Prix des résidences (SIA/MLS,6)	000 \$	117,4	126,4	130,9	133,6	137,2	147,4	155,4	153,0	161,8	167,9

- Désaisonnalisé par la CMM.
- Indicateur de dépendance sociale =  $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes ou avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$ .
- Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
- Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi ou avec contraintes temporaires.
- Dernier mois du trimestre.
- Selon les limites territoriales de la RMR de Montréal.
- Ancienne MRC de Champlain (correspond à Longueuil sans Boucherville et Saint-Bruno).
- Somme des MRC de La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Roussillon et Vaudreuil-Soulanges.
- Somme des MRC de Deux-Montagnes, Thérèse-de-Blainville, Mirabel, L'Assomption et Les Moulins.
- Ventes totales de Boucherville et Saint-Bruno, et ventes de plex de Brossard, Greenfield-Park et Saint-Lambert comprises dans la couronne Sud et non dans Longueuil.
- Estimation.

Sources : Statistique Canada, Emploi, Solidarité sociale et Famille - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, CB Richard Ellis, Industrie Canada, Association des hôtels du grand Montréal, Chambre immobilière du Grand Montréal, Desjarlais Prévost, Port de Montréal et Aéroports de Montréal

## Lexique

**Chômeur.** Personne qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

**Désaisonnalisation.** Supprime l'effet des variations répétitives qui se produisent dans l'année, variations causées par des événements annuels réguliers comme l'évolution du climat et les congés fixes.

**Emploi (personnes occupées).** Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu d'emploi.

**Indicateur de dépendance sociale.**  $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$ .

**Indice des prix à la consommation.** Indice qui mesure la variation dans le temps du coût à l'achat d'un « panier » constant de biens et services. Il mesure donc le mouvement des prix.

**Mise en chantier.** Désigne le début des travaux de construction, généralement après la mise en place de la semelle de béton.

**Population active.** Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

**Prix (ou dollars) constants.** Prix d'une période choisie comme base, qui mesurent la valeur réelle des biens et services. Toute variation de la valeur réelle provient exclusivement de la variation des quantités physiques.

**Prix (ou dollars) courants.** Prix de la période courante, qui mesurent la valeur nominale des biens et services. Toute variation de la valeur nominale provient des variations combinées des prix et des quantités physiques.

## Note explicative

*L'économie métropolitaine* décrit, chaque trimestre, l'évolution économique de l'agglomération de Montréal et de ses cinq secteurs, Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud.

L'information sur l'économie urbaine est incomplète car les statistiques sont agrégées en priorité à l'échelle nationale et provinciale. Lorsqu'il n'existe pas d'information sur la région métropolitaine de Montréal, les données disponibles pour l'unité spatiale la plus proche, le Québec ou le Canada, sont utilisées.

Les organismes producteurs de statistiques désaisonnalisent peu les données régionales. Nous le faisons dans certains cas. Au-

**Produit intérieur brut (PIB).** Valeur de tous les biens et services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays (région, province) au cours d'une période donnée (année, trimestre).

**Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.** Région qui comprend les villes de Montréal, Laval et Longueuil, la couronne Nord (jusqu'à Saint-Placide, Saint-Jérôme, Mascouche et L'Assomption) et la couronne Sud (jusqu'à Hudson, Beauharnois, Saint-Isidore, Saint-Constant, La Prairie, Chambly, Mont-Saint-Hilaire, Belœil et Varennes); 4 047 km<sup>2</sup>; 3 426 000 h en 2001.

La **Communauté métropolitaine de Montréal** englobe le territoire de la RMR de Montréal moins les municipalités de Gore, Lavaltrie, Saint-Colomban, Saint-Jérôme et Saint-Placide (dans la couronne Nord), plus celles de Calixa-Lavallée, Contrecoeur, Saint-Jean-Baptiste et Verchères (dans la couronne Sud); 3 838 km<sup>2</sup>; 3 358 000 h en 2001.

**Service inter-agences (SIA/MLS).** Service de vente résidentielle qui rend une propriété accessible aux courtiers et agents membres de la Chambre immobilière du Grand Montréal et du Service.

**Taux d'activité.**  $(\text{Population active} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$ .

**Taux de chômage.**  $(\text{Nombre de chômeurs} \div \text{population active}) \times 100$ .

**Taux d'emploi.**  $(\text{Emploi} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$ .

**Ventes au détail.** Marchandises et services connexes pour la consommation ménagère ou personnelle, vendus habituellement dans un magasin.

trement, la comparaison ne peut se faire qu'avec le trimestre correspondant de l'année précédente.

Pour des renseignements supplémentaires, communiquer avec Maxime Trottier, Développement économique métropolitain, au (514) 350-2558.

Pour obtenir une copie, visiter le site Internet de la CMM ou écrire à :

Brigitte Cloutier  
Communauté métropolitaine de Montréal  
1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400  
Montréal (Québec) H3A 3L6

Tél.: (514) 350-2565 Fax: (514) 350-2599